

# «Le 28<sup>ième</sup> Etat de l'UE: celui des chômeurs»

L'initiative «InterLycées», qui réunit des élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire classique, moderne et technique luxembourgeois et à laquelle se sont joints également l'École Européenne, l'International School et le Lycée Vauban, de même que des lycées de la Grande Région, avait organisé hier dans la salle des fêtes de l'Athénée une journée de réflexion sur le thème des «Dettes souveraines» dans la zone de l'Euro.

Le but de «InterLycées», créé en 2004 par un groupe de professeurs pour organiser des cycles de formation soit sous forme de rencontres, de débats, de matinées d'études, de tables rondes ou de conférences, est de mettre en contact les décideurs de demain et les décideurs d'aujourd'hui, en invitant des responsables d'institutions ou d'organisations nationales ou internationales à parler aux élèves.

L'orateur principal de la journée de réflexion était hier le premier ministre Jean-Claude Juncker, qui convia les jeunes auditeurs dans la problématique actuelle de l'endettement des États en Europe. Il regarda en arrière sur le début de la crise, qui s'annonça aux États Unis avec une faillite bancaire, ayant rapidement des répercussions sur l'économie réelle; ces répercussions se sont fait ressentir peu de temps après en Europe. L'annonce de la crise a eu comme effet immédiat une chute de la demande, néfaste pour l'économie, et pour cette raison, les États ont réagi en alimentant la demande publique. Ce fut cette politique d'investissement qui conduisit à l'emprunt, à l'endettement, qui frappe aujourd'hui durement surtout les États européens du sud.



Jean-Claude Juncker (à d.) a exposé aux étudiants les tenants et aboutissants de la crise de la dette souveraine Photos: F. Aussen

De cette manière, le Luxembourg a perdu en six mois ce qu'il a gagné durant les dernières 20 années. L'enjeu, dans la crise, constitue, selon Jean-Claude Juncker, de pratiquer une politique de stabilisation budgétaire, tout en alimentant également la relance. Ceci est un équilibre difficile. En effet, si les États, par souci de faire des économies, renoncent à réalimenter la conjoncture, les chances de la relance restent réduites. Pour cette raison, il a été proposé que les États pratiquent la stabilisation budgétaire, tandis que l'UE s'investit dans la relance économique et dans la politique de l'emploi.

L'élément touchant du discours de Premier ministre aura été celui d'évoquer le 28<sup>ième</sup> Etat européen, celui des 23 millions de chômeurs, qui constituent facilement la population

d'un État. Il s'agit ici souvent de jeunes, qui n'ont pas d'espoir, qui souffrent d'une absence totale de perspectives; une politique de l'emploi s'impose donc de toute évidence.

## La détresse des jeunes

En effet, l'Europe possède un marché intérieur dans lequel les entraves commerciales ont été abolies. Cependant, la mobilité des travailleurs est réduite; aux États Unis, il n'est pas rare de trouver un emploi à mille kilomètres plus loin, ce qui n'arrêtera pas un Américain à déménager. Les Européens sont voyageurs, mais beaucoup moins enclins à aller loin pour avoir un emploi. En plus, les législations du travail sont parfois rigides, comme par exemple au Luxembourg.

Le chômage des jeunes se situe actuellement à 22%, et Jean-Claude Juncker estima que tous les jeunes gens devront trouver des possibilités de formation et de stage. Il évoqua que les fonds européens sont parfois mal utilisés, par manque de capacités administratives dans les États. C'est ainsi que la Bulgarie n'utilise que 20% des fonds européens parce qu'elle ne dispose pas des compétences administratives pour gérer les dossiers. Jean-Claude Juncker souligna dans son discours que la Grèce, dont on parle tellement, est davantage une nation qu'un État. Il faudrait que le pays s'«étatique» davantage, selon le Premier ministre, et qu'il fasse un exercice d'inspection et un effort de réflexion pour se mettre à l'heure de l'Europe.

» Colette Mart